

ABONNEMENT.

PARIS.

Trois mois . . . 1 fr. 50 cent.
Six mois . . . 3 »
Un an . . . 6 »

DÉPARTEMENTS.

Trois mois . . . 2 francs.
Six mois . . . 4 »
Un an . . . 8 »

L'EXAMEN

Revue Politique, Sociale, Administrative et Littéraire.

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS.

Rédacteur en chef: CHARLES DE MASSAS.

Tous les Articles signés d'un M ont, pour auteur, M. Charles de Massas.

BUREAU.

Boulevard St-Denis, 8.

Chez M. GÉRARD, libraire.

Toutes demandes relatives au journal doivent être adressées au Bureau, à l'adresse du Rédacteur en chef de L'EXAMEN.

Sommaire. — SITUATION : La France et l'Etranger. — Des Travaux de l'Assemblée nationale. — Nature et limites des pouvoirs de cette Assemblée. — Les Elections et les Elus : MM. Caussidière, Thiers, Proudhon et Pierre Leroux. — Revue de l'extérieur : L'Italie et l'Allemagne. — Revue de Paris : Les démissions, les Portes Saint-Denis et Saint-Martin, les Croix d'Honneur. — Conversion en rentes des Bons du trésor et des Dépôts des Caisses d'épargne. — FEUILLETON : Napoléon Consul et Napoléon Empereur.

L'EXAMEN publiera incessamment, dans son Feuilleton, un poème, en quatre chants, intitulé : *Derniers Jours de l'Empire*. Chaque chant fournira trois Feuilletons sous le titre de : *L'Ile d'Elbe, le Retour, Waterloo, Sainte-Hélène*. — Nous donnons aujourd'hui la préface de cet ouvrage.

SITUATION.

Dès le lendemain de la proclamation de la République, plusieurs personnes m'entendirent prononcer les paroles que voici : Si la République veut se maintenir, c'est des bords du Rhin qu'elle doit s'annoncer à l'Europe, et, comme on me demandait le motif de cette pensée, rappelez-vous, ajoutai-je, les mots qui, au sujet de la révolution de 1830, furent attribués à je ne sais quel ennemi de la France : Laissons le volcan se dévorer lui-même.

Le volcan de 1848 renferme, à mon sens, plus d'éléments destructeurs que celui de 1830. Comment veut-on recréer le travail si l'industrie n'a pas de nouveaux débouchés ? Comment ces débouchés nouveaux se trouveront-ils, si à chaque tentative pour les ouvrir, vous rencontrez une puissance rivale qui, forte de votre dévouement à la paix, vous dit : vous n'irez pas plus loin. Comment notre navigation se relèvera-t-elle, si, asservie à des traités ruineux, elle continue à lutter contre d'autres navigations qui, constituées dans des conditions économiques auxquelles nous ne pouvons prétendre, apportent dans nos ports, sous pavillons étrangers, des produits qu'on admet aux mêmes droits que s'ils arrivaient sous pavillon français ? Est-ce l'Algérie qui compensera ces désavantages ? L'Algérie ! mais qu'a-t-elle été, qu'est-elle encore, sinon un exutoire pour nos idées guerrières, une sorte de consolation pour notre abaissement vis-à-vis de l'Europe, et, en même temps, une excuse pour la prolongation de cette déchéance ? L'Algérie ! elle est soumise, nous y régnons, que nous a-t-elle procuré ? Est-ce de la force, de la richesse ? Examinez et dites, si ce n'est pas plutôt de la faiblesse, de la ruine ?

Changeons d'horizon. Ah ! ce n'est pas apparemment pour le plus grand bien de la France que l'Europe, victorieuse un jour, nous enleva ces frontières possédées longtemps, à jamais indiquées par la nature, et pour la conservation desquelles rois, empereur, république, tous nos gouvernants enfin ont lutté tour à tour. Ce quel l'Europe fit alors, elle le fit pour elle. Elle organisa, autour de nos limites nouvelles, de petites nationalités, moins heureuses, de fait, qu'elles ne le seraient sous le drapeau de la France, mais auxquelles elle inculqua la vanité d'un nom, et qui, prêtes comme tout ce qui est faible, à converger vers ce qui est fort, demeureront dans une attitude hostile à la France tant que l'absolutisme européen se montrera plus

résolu ou plus puissant que la liberté française. Et, en attendant, que font-elles ? Nieriez-vous que la Belgique, si non par elle-même, du moins par les éléments de discorde qu'elle laisse transiter jusqu'à vous, ne soit, ne reste un péril ? Naguères moitié française, moitié anglaise par sa dynastie, n'est-elle pas tout anglaise aujourd'hui ? et au-delà, que trouvez-vous ? des peuples qui, s'ils pouvaient toucher votre main fraternelle, achèveraient de briser le joug qu'ils ont déjà secoué, car ce n'est plus en conquérant que vous leur apparaîtriez ; ce serait pour leur salut, pour le salut du monde que vous auriez rendu à la France ses anciennes et naturelles frontières.

Nous pourrions citer d'éloquents voix qui longtemps ont milité pour cette même cause ; elles ont cru devoir l'abandonner ; mais vainement les hommes ont changé, la cause reste la même. Et tandis que nous en détournons les yeux, que se passe-t-il parmi nous ?

Dans ces campagnes où circulent de toutes parts la misère, l'oisiveté, la peur, ne trouvez-vous aucun sujet d'alarme ? Cette presse qui, pour donner l'éveil à l'attention publique, épuise le vocabulaire de la terreur et du dégoût, et décore ses colonnes de titres qui, en d'autres temps, auraient fait reculer la main même la plus curieuse, tout cela ne dit-il pas que l'anarchie morale existe, qu'elle marche en grandissant ? Et cette foule qui, dans les rues de notre immense capitale, chaque soir s'assemble, puis se brise, puis s'assemble encore et ensuite flotte incertaine, comme si nulle clarté n'indiquait devant elle un chemin, tout cela, tout ce trouble sans cause avérée, sans but précis, ne vous apprend-il pas qu'il est temps de diriger vers quelque chose de grand, de véritablement utile, ces forces qui s'agitent malades de leur nombre, tourmentées à la fois et par leur puissance et par leur inapplication. Mais vers quel but les diriger, dites-vous ? Ah ! si c'est une réponse, un conseil que sincèrement vous désirez, cette réponse, ce conseil ne se feront pas longtemps attendre. Ecoutez la voix du peuple ; que signifient ces mots : Italie, Pologne, sinon réveil, action, libération, libération pour nous, libération pour tous les peuples ! Et vous croyez que, lorsque au milieu de ces anxiétés profondes, de ces vives et nobles aspirations, vous aurez jeté quelques bribes à la faim, quelques travaux à l'oisiveté, quelque espérance à l'infortune, vous aurez fait assez ? Non, le soulagement matériel n'aura pas éteint le mal moral. L'agitation continuera, elle continuera parce que, ni pour elle, ni pour le monde, la France n'est aujourd'hui ce qu'elle doit être, ce qu'elle tendra toujours à redevenir. Cessez donc, je le répète, cessez de demander à des mots gros d'illusions, mais impuissants contre les faits, de vains palliatifs au mal qui nous agite, aux vœux qui nous entraînent. Ne vous abritez plus sous des non sens de diplomatie armée, sous des rayonnements qui n'éblouissent que vous-même ; ne vous maintenez pas enfin dans cette politique de 1830 qui ne consista, dix-huit années durant, qu'à demander à l'Europe le pardon d'une populaire victoire, car, si vous y persistez, objets bientôt de

FEUILLETON DE L'EXAMEN.

NAPOLÉON CONSUL ET NAPOLÉON EMPEREUR.

J'étais à Grenoble, ma ville natale, quand Napoléon revint de l'île d'Elbe ; au Havre quand ses restes mortels furent rapportés de Sainte-Hélène.

A Grenoble, je me trouvai parmi la foule qui, après l'entrée de l'Empereur, vint déposer à ses pieds les débris des barrières que l'on avait inutilement fermées devant lui, et qui lui dit : « Nous n'avons pu te donner les clefs, voilà les portes. » Au Havre, je fus l'un des spectateurs de l'imposant tableau que présentèrent la plage, la mer et le ciel, alors que le navire chargé de la tombe impériale toucha les eaux du fleuve de Paris ; alors que des milliers de regards se voilèrent d'irrésistibles larmes, et que des deux points opposés d'un horizon devenu subitement limpide, descendirent à la fois sur cette magique scène les premiers rayons du jour et les dernières clartés de la nuit.

Dans le premier de ces événements, je puisai la pensée de ce livre, qui fut publié à Lyon, en 1827, sous le titre des *Cent-Jours et Sainte-Hélène* ; en présence du second, je formai le projet de revoir cet ouvrage et de chercher à le rendre plus digne et de la beauté du sujet et des encouragements que sa publication m'avait attirés.

L'examen commandé par cette résolution devait porter sur deux points : d'abord mes pensées sur l'Empereur, puis l'œuvre littéraire. Cet examen a produit un livre nouveau : il doit lui servir de préface.

Sous le premier rapport, je n'ai eu aucune modification à faire subir à l'œuvre ancienne ; tel Napoléon m'était apparu dans ma jeunesse, tel il s'offre encore à mes yeux. Il est, de tous les hommes qui ont laissé un souvenir impérissable, celui qui posséda au plus haut degré cette faculté de voir vite, sainement et loin, cet éclair de

la raison que l'on appelle le génie. Ce que l'on a nommé son ambition n'a ressemblé en rien à cette passion vulgaire qui fait aimer pour elles-mêmes la richesse et la grandeur. L'ambition n'a été chez lui que l'effet nécessaire d'une supériorité d'intelligence qu'il ne pouvait abdiquer, et qui, en dépit de lui-même, réclamait sans cesse une supériorité pareille de position et de puissance. Cette ambition, irrésistible, fatalité de son génie, fit sa gloire, mais elle fit aussi son malheur. Elle lui fit échanger la toge de consul contre la pourpre impériale, et c'est dans ce fait qu'aujourd'hui, comme autrefois, je trouve la cause première des désastres sous lesquels vint sombrer sa magnifique carrière.

Cet acte a été diversement apprécié. Les uns l'ont blâmé, d'autres l'ont applaudi. Les premiers ont prononcé le mot de despotisme, les seconds celui d'anarchie, et tous, pour juger, se sont placés au point de vue de leurs antipathies ou de leurs préférences politiques. Je l'ai considéré, moi, sous un autre aspect. J'ai cherché dans laquelle des deux positions de Consul ou d'Empereur existait pour Napoléon le pouvoir le plus réel, le plus fécond, le plus durable, et c'est à la suite de cet examen, qu'aux yeux du captif de Sainte-Hélène, j'ai fait, dans mon poème, reparaitre les faisceaux des consuls.

Consul, Napoléon n'était que le premier magistrat du pays ; mais, en retour, la France le couvrait de son égide. Empereur, il devenait souverain maître ; mais aussi c'était à lui qu'était dévolu le protectorat de la France. Dans le premier cas, la nation restait en avant de lui ; dans le second, elle ne marchait plus qu'à sa suite. Vis-à-vis les questions d'intérieur, la reorganisation sociale, l'édification des Codes, la formation d'un nouveau système administratif, l'autorité de son pouvoir et de son génie restait, dans les deux situations, la même ; mais il n'en était pas ainsi vis-à-vis les questions extérieures. Consul, la France eût parlé par sa voix ; Empereur, il n'exprimait plus que sa volonté propre. Dira-t-on qu'en l'élevant à l'Empire, la Ré-

la risée de ceux-là même que vous avez chassés naguères, applaudis ou plutôt sifflés par tous les ennemis de la liberté et de la France, vous verrez se réaliser la prédiction rappelée au début de cette rapide et douloureuse esquisse : Vous verrez le volcan se dévorer lui-même. M.

DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Que fait l'Assemblée nationale, se demande-t-on chaque jour ? « Rien, répond une voix ; beaucoup et même trop, dit une autre » et, chose étrange ! ces voix contraires ont toutes deux raison.

Si l'on considère, en effet, la masse de pétitions et de projets accueillis par cette assemblée, si l'on pense à la multitude de décrets qu'elle a rendus, à ceux qu'elle prépare encore, on est forcé de reconnaître que son activité est sans pareille, et que si le travail est introuvable ailleurs, il surabonde dans son sein. Celui-là donc n'a pas tort qui prétend qu'elle fait beaucoup. Que si, après ce juste aveu, l'on examine la nature, la portée de ces travaux, si l'on est d'avis qu'une œuvre capitale, une œuvre mère devrait précéder toutes les autres, et que cette œuvre, cette Constitution qui, depuis quinzaine, aurait dû voir le jour, à quinzaine encore est remise, alors on se sent porté à croire que toute cette laborieuse activité n'est pas le vrai travail, le travail utile, et l'on finit par s'imaginer que celui-là n'a pas tort qui prétend que l'Assemblée nationale ne fait rien.

Un exemple pourtant est là ; il est là, vivant encore, bien que légalement éteint. C'est celui donné par notre ci-devant gouvernement provisoire. Préciser, devant la France et le monde, l'esprit de notre République, décréter, comme premier prix de la victoire populaire, les libertés pour lesquelles on venait de combattre, prescrire les mesures financières nécessitées par la suspension des travaux et du crédit, soutenir enfin l'édifice social ébranlé, tels étaient ses premiers devoirs, et il les a promptement et pleinement remplis. Mais il y en avait un autre, un autre non moins grave et que beaucoup d'esprits regardaient comme le plus essentiel de tous, c'était l'avènement immédiat de l'Assemblée nationale. Or, cette Assemblée a tardé à venir et, dans l'intervalle, que s'est-il passé ? Nulle part la proclamation de la République n'avait rencontré d'obstacles, et comme si des obstacles avaient existé, on a expédié des puissances pour les vaincre. Les rouages administratifs, dociles de leur nature, continuaient, bien qu'établis par la royauté, à fonctionner pour la République ; ici on a rompu la chaîne, ici on l'a faussée. Des réformes étaient à faire, nul ne le niait ; mais ces réformes, qui devaient être des actes de méditation et de sagesse, ont été brusquées, si bien que l'ordre qui régnait s'est attéré, que l'élan révolutionnaire a fait place à l'inquiétude, et que l'Assemblée nationale, qui aurait dû éclore sous la plus vive ardeur du soleil républicain, n'est arrivée au monde que sous des feux presque attiédies.

La Constitution, toujours la Constitution, rien que la Constitution, et, jusque là, le maintien non-seulement des lois existantes, mais encore de ce gouvernement provisoire qui, en résultat, nous avait sauvés d'un abîme ; puis, après cette Constitution et pendant sa présentation aux votes du pays, la discussion, la formation d'un budget, voilà, selon nous du moins, vers quel but, à quelle limite, devait, de prime abord, tendre et s'arrêter l'Assemblée nationale. Accueillir des projets de détail avant d'avoir établi la loi mère, discuter des conséquences avant d'avoir arrêté les principes, scinder un pouvoir qui avait bien mérité du pays sans avoir encore les moyens de rien substituer de définitif à sa place, m'eût paru, je l'avoue, chose aussi aventureuse que grosse de troubles.

Mais, dira-t-on, cette Constitution, cette base de la République, on y travaille ; une Commission existe pour elle et s'en occupe incessamment. Cela est vrai, et le mystère forcé dont elle entoure ses délibérations

n'étonnerait personne, la durée même de l'enfement qu'elle prépare ne susciterait aucune inquiétude, si, chaque jour, à côté d'elle, ne retentissaient des discussions non-seulement sans rapport, mais contraires peut-être à l'acte fondamental qu'elle élabore. Dans son sein, le calme et l'espoir : autour d'elle, les luttes irritantes, les paroles accusatrices ; un jour l'attaque, le lendemain les démissions, et au dehors le retentissement et la discorde. Franchement, au lieu de tout cela, mieux vaudrait ne rien faire, rien, pas même ces lois de police, pénible écho de temps qu'on répudie, et dont le moindre tort est de servir de doublure à d'autres lois tout aussi fortes, et qui, non abrogées, peuvent, à chaque heure, être invoquées et appliquées. Sans doute, je le sais, il est pénible, pour qui se sent tourmenté par une patriotique passion gouvernementale ou oratoire, de ne pas employer sa parole et son temps ; mais enfin le repos lui-même est quelquefois aussi de l'habileté, et peut-être conviendrait-il de laisser l'édifice de la Constitution se construire solitairement et en silence. Le pays qui, maintes fois, a prouvé qu'il savait attendre, attendrait avec d'autant plus de calme que de douloureux dissentiments ne retentiraient plus à son oreille ; le pouvoir souverain, auquel la France a confié le soin de régler ses destinées, ne compromettrait pas la popularité qu'avant tout, pour lui, pour nous, il a besoin de conserver ; aucune voix enfin ne pourrait dire que, depuis l'installation de l'Assemblée nationale, la tranquillité publique est moins réelle qu'elle ne l'était aux jours du gouvernement provisoire. M.

DES POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

A voir les travaux dont se surcharge l'Assemblée nationale, à la voir saisir et disperser dans des bureaux nombreux comme nos ministères, des projets dont la discussion semblerait devoir suivre et non pas précéder la Constitution, on est fondé à se demander si cette Assemblée est à la fois constituante et législative, si sa souveraineté est temporaire ou sans limites, si en un mot son mandat a un but déterminé et sa durée un terme.

A cette question qu'il eût été sage peut-être de trancher, dès le premier jour, dans l'Assemblée elle-même, aucun fait précis ne répond. Je crois donc devoir, pour la résoudre, m'interroger moi-même, et me demander ce que j'ai entendu faire, quand, comme électeur, j'ai donné ma voix.

Je n'ai voulu, je n'ai pu vouloir autre chose qu'une Assemblée constituante. J'ai voulu qu'une Constitution fût établie, qu'elle fût soumise à la sanction du pays, et que, cette sanction donnée, la nation reprît son pouvoir souverain pour l'appliquer conformément aux prescriptions de la Constitution adoptée par elle.

Est-ce à dire que, dans ma pensée, je dénie à l'Assemblée nationale le droit de s'occuper d'autre chose que de la Constitution ? Non, car la constitution est une affaire d'intérieur, et qu'il y a tel événement, tel intérêt, telle nécessité qui pourraient exiger la marche d'une armée, un décret de victoire.

Est-ce à dire encore que des projets relatifs à de grands travaux ne puissent être étudiés, arrêtés par elle ? Non, car dans la situation où se trouve la France, la création du travail est aussi une condition de salut public.

Constitution, et en attendant, mesures de salut public, soit à l'intérieur, soit en vue de l'extérieur, voilà dans quel cercle d'action j'ai entendu restreindre la portée du mandat que j'ai donné ; l'adoption de la Constitution par le pays, voilà sa limite. UN ÉLECTEUR.

Les Elections et les Élus.

Le 8 juin 1848, sur le perron de l'Hôtel-de-Ville, le citoyen Marrast,

volution française se personnifiait en lui ? Soit ; mais l'Europe, que cette Révolution avait vaincue sans la soumettre, se trouvait heureuse de la voir s'individualiser et de pouvoir la frapper dans un seul homme. D'un autre côté, en prenant le sceptre, Napoléon suscitait une nouvelle cause d'hostilité ; car, si les dynasties anciennes se combattent entre elles, rarement elles se détruisent ; tandis que la guerre qu'elles font aux dynasties nouvelles est presque toujours une guerre à mort. Consul, Napoléon n'avait qu'à laisser se propager le contagieux exemple de la prospérité et de la gloire de la France, qu'à seconder le mouvement imprimé par une révolution triomphante, qu'à aider, et non à conquérir. Empereur, et en butte à la répugnance de toutes les maisons souveraines, il se voyait dans la nécessité de tenir son peuple sous les armes, de le précipiter sans cesse sur l'Europe, et d'échelonner aux abords de l'Empire, comme autant de forteresses, des royaumes de sa création. De là, ce retour d'opinion qui devint si funeste, ce doute qui, pénétrant dans le cœur du pays, lui fit se demander si ce débordement de conquêtes et de gloire prenait réellement sa source dans l'intérêt national, s'il était entièrement dégagé de tout intérêt purement dynastique et personnel. Consul, Napoléon aurait eu aussi des guerres à poursuivre, de grandes batailles à livrer ; mais, alors, aucun doute sur les motifs et le but n'aurait été possible. Il eût été démontré que l'Europe attaquait la nation plus que l'homme, et que cet homme combattait pour la nation plus que pour lui. Dans de telles conditions, fût-il arrivé que les chances de la guerre eussent tourné contre ses armes, l'étoile consulaire eût-elle parcouru les mêmes phases que l'étoile impériale, eût-il, en un mot, subi le premier exil de l'île d'Elbe, à son retour il se serait vu, par la seule conséquence de sa position et sans que la liberté en prit aucun ombrage, porté à la plus glorieuse comme à la plus souveraine des dictatures ; tandis que, Empereur, il dut, pour rassurer la liberté, descendre dans la lice constitutionnelle, et prendre souci d'une multitude de vanités hargneuses, plus satisfaites de pouvoir

impunément décocher un trait au géant qui dominait l'Empire que de sauver cet Empire.

Je ne crains donc pas de le répéter, je pense que Napoléon consul eût été plus fort que Napoléon empereur, et que si la nature ascendante de son génie lui avait permis de s'arrêter à la première de ces positions, il n'aurait jamais subi l'arrêt de sa déportation à Sainte-Hélène, arrêt indigne qui fut, de la part de ces hommes que l'on a nommés les représentants de Dieu sur la terre, le reniement de tous les sentiments nobles et élevés, la consécration éclatante de tous les sentiments jaloux et haineux ; arrêt qui apprit au monde que dans le sanctuaire de la puissance souveraine, et pendant une époque de civilisation, pouvaient se cacher, comme dans des temps de barbarie, l'ingratitude, le mépris des liens de famille, la vengeance, la vengeance lâche, car elle frappait un rival abattu ; arrêt qui renversa tous les principes que l'on enseigne à vénérer, qui édifica tout ce qu'on apprend à maudire, et qui enfin fut une faute politique, car il diminua dans l'esprit des nations ce qui restait de prestige et de sainteté à la majesté royale.

Je viens de dire les pensées sous l'empire desquelles j'ai conservé, au sujet de l'acte le plus capital de la vie de Napoléon, les seules expressions de regret qui, dans ce livre, pourraient ressembler à un blâme. — J'arrive au second point de mon examen, à l'œuvre littéraire.

Quand, en 1827, ce livre parut pour la première fois, il devint l'objet de plusieurs observations critiques. Les uns blâmèrent le choix du sujet, d'autres le rythme par strophes ; d'autres me dirent : Vous ne pouvez vous écarter de l'histoire, et l'histoire ne s'écrit pas en vers.

Voici ce que je répondis alors : « Vous blâmez le choix du sujet, mais vous ne pouvez éviter de convenir qu'il est riche, grand, pathétique. Ce miraculeux épisode de la vie de Napoléon, cette fortune d'un homme qui, avec une poignée de soldats,

mairie de Paris, a proclamé représentants du peuple, pour compléter la députation de la Seine, les onze élus dont voici les noms :

Caussidière,	117,400 voix.
Moreau (Marie),	126,839
Goudchaux,	107,097
Changarnier,	105,537
Thiers,	97,394
Pierre Leroux,	91,375
Victor Hugo,	86,965
Bonaparte (N.-L.),	84,420
Lagrange,	78,682
Boissel,	77,247
Proudhon,	77,094

Un journal double du nôtre suffirait à peine, même en ne leur consacrant qu'une phrase, à mentionner les opinions contradictoires exprimées au sujet de ces élus par les cent et tant de journaux qui paraissent chaque matin dans la capitale. Nous nous bornerons donc à une analyse sommaire de ce qui nous a paru le plus digne d'attention.

Constatons d'abord que le *Constitutionnel* est à peu près satisfait. Il établit que six des noms élus ont été portés sur sa liste. Quel argument irréfragable en faveur de son crédit et de sa sagacité ? Cependant un léger contre-temps l'afflige. C'est au cinquième rang seulement qu'apparaît le nom de M. Thiers. C'est au premier qu'est celui du citoyen Caussidière. Evidemment, les électeurs se sont mépris. Comment, sans cela, auraient-ils pu, dédaigneux de l'importance du beau langage et de la sérieuse utilité du suprême bon ton, leur préférer, comme titres à un poste d'honneur, une véritable foi républicaine, d'incontestables services rendus récemment au pays ? A part ce tort dont il se plaint à tous les salons de la capitale, le *Constitutionnel*, nous l'avons dit, se déclare assez content. Que les salons, si toutefois ils ne sont pas en fuite, achèvent de le consoler. Cent cinquante mille voix ont nommé M. Caussidière, et, au bruit de son nom, tout un peuple a applaudi.

Parmi les autres noms proclamés, quelques-uns étaient attendus et n'ont surpris personne ; d'autres, au contraire, ont produit des discussions nombreuses et vives. Ce sont principalement ceux des citoyens Pierre Leroux, Proudhon, Napoléon-Louis Bonaparte. « Nous sommes heureux, dit au sujet des deux premiers, le journal *la Réforme*, nous sommes heureux de l'avènement des écoles socialistes, parce qu'il est temps qu'elles se produisent à la tribune, qu'elles s'y discutent, et que tout ce qu'elles ont d'applicable profite au pays. » Oubliant que le miracle de l'avènement de notre République est de nature à révéler la Providence même aux plus entêtés des incrédules, *l'Opinion* qui se dit *publique*, déclare M. Proudhon « le représentant du plus effroyable athéisme. » A la vérité, ajoute-t-elle, ceux qui l'ont nommé n'ont pas lu ses écrits.

Sans blâmer ni approuver ces diverses assertions, car, ainsi que le communisme, le socialisme n'est à nos yeux qu'un de ces mots sonores sous la nouveauté desquels se cachent des idées aussi vieilles que le monde, nous nous bornerons à dire que l'exploitation que certains esprits ont tenté de faire, au préjudice de la République, de l'attentat du 15 mai, a donné crédit au bruit dès longtemps répandu de l'existence d'un parti réactionnaire et que les partisans sincères de la République ont senti le besoin de fortifier énergiquement, dans l'Assemblée nationale, l'élément républicain. De là, l'immense majorité obtenue par M. Caussidière et le grand nombre de voix données non-seulement à MM. Pierre Leroux et Proudhon, mais encore à MM. Thoré, Raspail, Kersausie qui, pourtant, n'ont pas été élus. On a voulu avertir les républicains du lendemain qu'il n'était ni prudent, ni juste d'attaquer incessamment les républicains de la veille, et de tenter, par tous les moyens, y compris, bien entendu, la calomnie, le renversement de tous les hommes élevés par la révolution de février.

Quant à la nomination de l'ex-prisonnier de Ham, chacun lui a cherché une signification. C'est de toutes les élections celle qui, de la part de la presse, a provoqué le moins de commentaires, et c'est celle qui en comportait le plus. On a donc d'abord remarqué ce silence, puis on s'est aperçu qu'avant même l'achèvement de la Constitution, avant d'être assuré qu'il existera, comme nous le désirons, deux chambres et un président temporaire et responsable, on discutait déjà les candidatures à la présidence de la République. « L'entrée de M. Thiers dans la chambre, a dit un journal, est un grave événement. Qu'il marche sans hésitation dans la voie qui lui est ouverte. » Quoi ! M. Marrast serait indiqué pour la présidence, a dit une autre feuille, et, sur le champ, elle a découvert qu'une pyramide d'articles de journaux, si haute, si rayonnante d'esprit qu'elle apparût, n'était pas un piédestal d'une valeur telle qu'il dût nécessairement servir de premier degré pour la présidence de la République française.

« Quoi ! ce serait M. Louis Napoléon ? » a dit encore la même feuille. Il songerait à nous montrer encore son aigle vivant ! — A ces espérances, à ces attaques au moins prématurées, nous n'opposerons aujourd'hui qu'un mot : il est des amitiés et des aversions malheureuses qui arrivent toujours à un résultat contraire à celui qu'elles ont cherché. Les unes renversent ce qu'elles veulent élever, les autres élèvent ce qu'elles ont voulu abattre.

Des Chemins de fer.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que je suis partisan de l'exécution et de l'administration des chemins de fer par l'Etat. Voici en quels termes, dans un écrit publié en 1846, et dans lequel je traitais une question de navigation, je m'exprimais sur ce point :

« Je pourrais développer ici plus d'une réflexion au sujet de l'énorme et irréparable faute qui a été commise le jour où l'établissement et l'administration des chemins de fer ont été enlevés à la main désintéressée et impartiale de l'Etat. Je me bornerai à une seule : l'Etat, tout en créant des chemins de fer, aurait pu tenir une balance égale entre les industries diverses qui répandent la vie, l'aisance sur tous les points de la France ; il aurait pu parvenir à ne déshériter complètement ni nos routes, ni nos fleuves, ni nos canaux. En sera-t-il de même avec le système des compagnies ? j'en doute ; la concurrence, partout où elle sera possible, sera une lutte à mort, et ce ne sera que sur des ruines que s'établira la fortune des vainqueurs. » (*Histoire des projets pour l'agrandissement et la défense du Havre*, p. 167.)

Cette faute, que j'appelais en 1846, énorme et irréparable, le miraculeux avènement de la République a permis de la réparer. La concession des chemins de fer à des compagnies a été, selon moi, un des actes les plus funestes, les plus désastreux, qui aient été accomplis. Scandaleux profits réalisés par d'habiles agioteurs, sommes immenses gagnées comme primes et exportées par des spéculateurs étrangers, ruine pour une foule d'actionnaires de bonne foi, appauvrissement sur tous les bords de nos routes et de nos fleuves, périls pour la vie des hommes dont l'argent seul est pris en compte, protestations enfin par le fer et le feu le jour où une révolution a suspendu l'action des pouvoirs protecteurs, tels ont été les résultats de cette concession fatale. Que les chemins de fer soient donc rachetés par l'Etat, mais qu'ils le soient dans des conditions équitables, dans des conditions dignes de la France et de la République. En un mot, si le malheur des temps empêche que cette mesure s'accomplisse aujourd'hui, que la Constitution en proclame le principe, et qu'elle en fasse ainsi une loi pour l'avenir.

M.

s'échappe d'une île, arrive, triomphe en se montrant, relève un empire, se rassied sur le trône, puis, après un règne de quelques jours, succombe avec cet empire au milieu d'un horrible désastre ; cette apparition si éclatante, puis cette ruine si soudaine, ne sont-elles pas dignes de la lyre du poète comme de la plume de l'historien ? Je ne pouvais m'écarter de l'histoire, j'en conviens. Mais ici, c'est l'histoire qui dicte le poème ; c'est elle qui en marque les divisions, qui, pour chaque chant, fournit un prodige, qui livre au poète un triomphe, une catastrophe, un martyre. Le rythme par strophes égales vous paraît peu propre à un récit, au développement d'une action ; mais les Anglais et les Italiens ont tiré un admirable parti de ce mode. Byron s'en servait sans cesse. Notre langue se refuserait-elle à cette forme poétique ? Je ne le pense pas ; je crois même que son emploi pour tout long poème serait une innovation heureuse qui comblerait une lacune, et contribuerait à doter notre littérature d'une véritable épopée. Auriez-vous oublié les nombreux essais faits, en ce dernier genre, au moyen de nos grands vers ? Jetez les yeux sur la *Henriade* ; malgré la souplesse du talent de Voltaire, vous ne pouvez en lire de suite plusieurs chants. D'où provient ce dégoût, si ce n'est de la monotonie de ces grands vers, alors qu'il ne s'agit pas d'une œuvre théâtrale que ravive le dialogue, alors que les rimes masculines et féminines, ramenées longtemps deux à deux et tour à tour, vous frappent incessamment de finales pareilles, vous engourdissent par l'uniformité de la même cadence, des mêmes tons ? Plus j'ai médité ce sujet et moins je me suis repenti d'avoir adopté pour mon poème le rythme par strophes, dont l'*Ode à la Fortune*, de J.-B. Rousseau, m'a fourni le rapide et harmonieux modèle. Ce n'est donc pas sur cette forme de poésie qu'ont porté les changements que devait subir cet ouvrage. J'ai conservé le cadre ; mais j'ai repris le tissu qu'il renfermait, et presque partout j'ai recréé le dessin.

Remettre sur le métier un travail achevé depuis des années, s'arrêter devant chaque vers, soumettre à une appréciation nouvelle chaque pensée, chaque image, peut-être est-ce là l'*improbus labor* dont parle Virgile. Ce n'est pas en s'imposant avec sévérité de tels labeurs que l'on arrive à la fécondité merveilleuse qui caractérise la littérature de nos jours ; mais peut-être aussi est-ce à cette condition seulement qu'un auteur parvient à faire aussi bien que la nature de son talent le permet, et qu'il imprime à son style cette facilité, fruit difficile du travail, et devant laquelle l'effort du travail disparaît. Bien des fois, au milieu des luttes engagées entre notre ancienne école et l'école nouvelle, entre ce qui fut nommé le genre classique et le genre romantique, il m'est arrivé de dire que le poète qui à la hardiesse de conception et de pensée de l'école actuelle, joindrait la pureté, la noble simplicité de langage de l'école ancienne, résoudre la question en marquant un progrès. Cette assertion, d'autres, et notre Béranger plus que tout autre, l'ont justifiée. Sans avoir la présomption d'espérer que mon livre en fournira la moindre preuve nouvelle, je n'hésite pas à dire que c'est sous le point de vue de cette croyance que j'ai écrit. J'ai toujours été convaincu que la poésie ne résidait pas dans de vains artifices de sons, dans des combinaisons étourdissantes de mots, mais qu'elle existait avant tout dans la pensée, et que plus la pensée était grande, plus la simplicité de l'expression laissait apercevoir sa grandeur. Je me suis efforcé de pratiquer ce principe ; j'ai demandé les inspirations de la poésie à l'histoire si saisissante des événements qui m'ont séduit, et, quant à la forme dont j'avais à revêtir ces inspirations, je l'ai constamment empruntée à nos anciens modèles, car c'est là que je trouve pleinement et sans cesse la lucidité qui permet de tout embrasser, la mélodie qui enchante l'oreille et qui fait pardonner les vers.

CHARLES DE MASSAS.

REVUE (EXTÉRIEUR).

Deux victoires en un jour : la place forte de Peschiera rendue à l'armée piémontaise, l'armée autrichienne ébranlée et par la défaite et par la situation générale de l'empire, une couronne préparée pour Charles-Albert, couronne qui, s'il la porte un jour, s'éteindra après lui dans une République, tel est, depuis huit jours, le résumé des nouvelles d'Italie. C'est de la véritable gloire conquise pour la plus noble des causes; c'est un pur rayon jeté sur la nuit de deuil qui s'étend encore sur Naples.

Moins heureuse encore est l'Allemagne, elle marche à la liberté, mais que d'obstacles sur la route ! Pour les amoindrir, elle permettra aux monarchies qui existent dans son sein de faire partie d'une fédération républicaine. La *Réforme* trouve ces arrangements peu logiques. Quoi qu'il en soit, voici un fragment d'une proclamation du parti radical démocratique organisé à Francfort. Il justifie, en tous points, l'esprit du premier article que publie aujourd'hui l'*Examen*.

« La révolution européenne s'arrête à la frontière de Russie; il importe donc que le monde slave soit émancipé. La chute du despotisme en Pologne et en Russie serait l'anéantissement de son dernier asile. C'est le seul moyen d'assurer la liberté de l'Allemagne; elle succomberait à la réaction et à la force brutale, si la conspiration de ses ennemis intérieurs avec le despotisme russe pouvait réussir. L'Allemagne aspire, en conséquence, à établir une sainte alliance des peuples; elle doit marcher avec les Français, les Italiens et les Slaves démocrates. La régénération de l'Allemagne, de la Pologne et de l'Italie doivent aller de pair. La République française tend la main à l'Allemagne, et celle-ci accepte avec joie cette offre généreuse. »

A cette conclusion nous n'ajouterons qu'un mot : la main de la République française presserait beaucoup plus positivement la main de la République allemande si la scène se passait sur notre ancienne frontière du Rhin.

Rien de nouveau sur les autres points de l'Europe. L'Angleterre emprisonne ses chartistes, l'Espagne ses journalistes, la Russie ses Polonais. Nous faisons des vœux sincères pour que la seule arme des pensées puisse assurer le triomphe de la liberté en Europe; cependant, nous l'avouons, notre foi dans le succès serait plus grande si, à l'appui de ces idées, retentissaient les pas d'une armée française.

REVUE DE PARIS.

C'est toujours chose fâcheuse qu'une attaque mal dirigée. Repoussée par un ordre du jour, l'accusation portée contre M. Louis Blanc a fait trois victimes. Les deux accusateurs principaux, procureur-général et procureur de la République, MM. Portalis et Landrin ont résilié leurs fonctions, devant le vote de l'Assemblée, non, toutefois, sans avoir mis en cause M. Crémieux, ministre de la justice, qui n'aurait pas, après avoir autorisé les poursuites, donné suffisant appui à l'accusation. Forcé de s'expliquer, M. Crémieux l'avait fait avec avantage, et rien n'annonçait une obligation de retraite. Mais M. Portalis a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée, et M. Crémieux a déposé son portefeuille. Il a été accompagné dans sa retraite par M. Jules Favre, sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères. Ces déplorable résultats ont produit un fatal effet; ils ont accrédité dans l'opinion publique les bruits des longtemps répandus de dissidences profondes entre les membres du pouvoir.

La préoccupation la plus vive, pendant la semaine qui finit, a eu pour objet les rassemblements qui n'ont cessé de se former aux Portes Saint-Denis et Saint-Martin. Depuis la révolution de février, ces deux portes sont devenues des lieux de réunion. La foule avait pris l'habitude de s'y porter, c'était des clubs en plein vent. De là, interruption dans la circulation, inquiétude parmi les habitants du voisinage; de là aussi patrouilles et avis, puis sommations, puis menaces, puis voies de fait. Les clubs, même en plein vent, n'aiment pas à se dissoudre, et un fait, plaisant d'abord, sérieux ensuite, vint bientôt annoncer des colères. C'est samedi dernier, veille des élections, que le fait a eu lieu. Les murs de la Porte Saint-Martin étaient couverts d'affiches électorales; elles furent arrachées et servirent d'aliment à une sorte de feu de joie. — Ce ne fut tout. Quelques-uns de ces papiers furent transformés en bonnet d'astrologue, et un citoyen, le gardien de la porte, dit-on, se trouva bientôt, non de son gré, coiffé d'au moins trente candidatures. Mais la nuit régnait, et cet élu d'un nouveau genre n'était pas aperçu d'assez loin. Alors, assure-t-on encore, il fut question de rallumer sur sa tête, les flammes déjà éteintes à ses pieds. Des agents de sûreté accoururent, et le gardien fut arraché à la très pénible position de luminaire électoral. Malheureusement, ni les agents, ni lui ne sortirent de ce mauvais pas complètement sains et saufs. Il y avait foule, excitation; ils furent maltraités.

A partir de ce jour, des mesures de répression ont été prises et appliquées. Nous sommes heureux de reconnaître tout ce qu'il y a eu de modération de la part de la garde nationale et de l'armée, et nous déclarons que, devant cette modération surtout, il est du devoir des nombreux membres des Clubs Saint-Martin et Saint-Denis, de s'abstenir et de chercher un domicile moins gênant pour la circulation, moins compromettant pour la tranquillité publique. Toutes les ressources que la résistance la plus résolue peut découvrir, moins la guerre, ont été employées par eux. On les a vus, obligés de rompre leurs groupes, se former en compagnies, prendre place entre les rangs de la garde nationale et de la ligne, marcher ensuite

au pas de charge sur l'emplacement qu'ils venaient d'abandonner, puis, la charge faite, recommencer les groupes. Il y a à tout jeu un terme, et celui-là est de ceux dont la fin est à désirer. Aussi plus de trois cents arrestations ont été faites, et cependant chaque soir, cette singulière émeute recommence. Aurait-on juré de fatiguer aussi les tribunaux et les prisons ?

Au bruit de ces troubles, un autre bruit moins discordant, mais pourtant sonore, est venu en dernier lieu se mêler. M. Emile Thomas, qui n'a rien de commun avec M. Thomas (Clément), est revenu à Paris, et vite a réclamé une enquête, un jugement, au sujet de sa gestion comme directeur des ateliers nationaux. D'un autre côté, une parole irréfléchie, échappée à M. Clément Thomas, qui n'a rien de commun avec M. Thomas (Emile) a suscité un orage non-seulement dans les rangs de la Légion-d'Honneur, mais encore dans ceux de la garde nationale. Au sujet de M. Thomas (Emile) nous dirons que sa susceptibilité l'honneur, et qu'il est du devoir du gouvernement d'accéder à sa demande. Au sujet des mécontentements suscités par M. Clément Thomas, commandant en chef de la garde nationale, et qui a appliqué la qualification de hochet au ruban de la Légion-d'Honneur, nous dirons que pour peu que l'on veuille bien interroger le passé, on se rappellera les mille et une attaques dirigées contre la manière dont, sous l'ancien gouvernement, le noble ruban était accordé, et qu'une épigramme, de plus sortie de la mémoire d'un ancien rédacteur du *National*, paraîtra peu de choses à côté de toutes celles qu'on ne blâmait pas jadis. Quant à la décoration elle-même, nous engagerons toujours la République à la conserver. En Angleterre c'est par de l'or qu'on récompense le mérite et la gloire. Félicitons-nous d'habiter une terre sur laquelle mérite et gloire se trouvent suffisamment payés par un ruban d'honneur.

CHARLES DE MASSAS.

Conversion des Bons du Trésor et des Dépôts des Caisses d'Épargne en Rentes 5 p. 0/0.

A M. le Rédacteur de l'*Examen*.

Une loi est présentée à l'Assemblée nationale pour transformer les bons du trésor et les dépôts des caisses d'épargne en rentes 5 p. 0/0, livrées au cours de 70 fr.

Ainsi, pour 70 fr. reçus par le trésor, il paiera 5 fr. d'intérêts à ces 70 fr. jusqu'à leur remboursement, qui devra s'opérer par une somme de 100 fr. à tirer du trésor; cela revient à un emprunt à 7 fr. 14 c. pour 100, avec un bénéfice de capital de 42 fr. 86 c., et non de 30 fr., comme on le croit généralement. En effet :

Si 70 fr. donnent un bénéfice de 30 fr., 100 fr. donneront 42 86

Si l'intérêt de 70 fr. est 5, l'intérêt de 100 fr. sera. . . . 7 fr. 14 c.

Ces deux règles de proportion résolvent la question qui, mise ainsi dans tout son jour, devra faire reculer l'Assemblée nationale devant une opération aussi désastreuse pour le trésor.

Si l'on veut absolument la conversion en rentes, c'est le cas d'en créer à 6, à 7, même à 8 p. 0/0, en donnant très peu de capital à gagner. Le trésor dépenserait moins, le converti aurait une moins forte perte à supporter, et la conversion n'affecterait que peu les rentiers inscrits, dont les droits doivent être respectés dans tous les cas, et plus encore, si l'on veut les retrouver pour de nouveaux emprunts.

Je m'explique : un emprunt par la république, à plus de 7 p. 0/0, ne saurait être effectué que pour un laps de temps très court; il ne faut donc pas y ajouter une prime de 42 fr. 86 c. p. 0/0. On doit d'autant plus repousser cette prodigalité qu'elle ne profiterait pas au créancier inscrit que l'on veut satisfaire, au créancier qui n'a placé ses fonds dans les bons du trésor et à la caisse d'épargne que pour ne pas cesser de les avoir sous la main. Qu'arrivera-t-il si la proposition est acceptée? que ce créancier se hâtera de vendre l'inscription que vous lui aurez donnée; il l'aura reçue pour 70 fr.; il la cédera, je suppose, au cours de 60 fr.; il aura donc perdu 14 fr. 28 c. p. 0/0, car :

70 : 10 :: 100 : x = 14 f. 28 c.

Une masse de 4 à 500 millions de 5 p. 0/0, jetés tout-à-coup sur la place fera nécessairement tomber ces rentes à 60 fr. au moins, et voilà tous ceux qui ont du 5 p. 0/0 en portefeuille obligés de supporter une perte considérable si les malheurs des temps les obligent à réaliser.

Cette voie est très mauvaise, il ne faut pas s'y engager; elle ruine l'avenir, et elle est pour le présent une véritable banqueroute partielle.

Ce qu'il y a à faire, dans une telle circonstance, c'est de s'abstenir de quelque temps de tout emprunt en rentes; attendons que le cours de ces rentes soit plus favorable, et ouvrons un emprunt à prime. Le premier mérite de cet emprunt serait de pouvoir être infiniment moins onéreux pour le trésor et de n'affecter que très indirectement les valeurs de crédit existantes en ce moment.

J'ai donné le plan d'un semblable emprunt dans le *Propagateur républicain*, N° 1, p. 14 et suivantes. Ce mode serait goûté des spéculateurs.

On pourrait rendre cet emprunt à prime plus attrayant en portant l'intérêt à 8 p. 0/0 la première année, 7 la seconde, 6 la troisième, 5 la quatrième, et quatre toutes les autres années. Le trésor y gagnerait encore; il est bien entendu que les primes devraient être réglées dans la même proportion.

Agréez, etc.

AUGUSTE LAMBERT.